

**Le Grand Conseil  
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat  
des Kantons Bern**

Jeudi après-midi, 8 juin 2017

**Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie**

**38 2016.RRGR.1008 Motion 218-2016 Bachmann (Nidau, PS)  
Annuler la baisse du taux de rétribution de l'électricité solaire  
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 218-2016  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 20.11.2016  
Déposée par: Bachmann (Nidau, PS) (porte-parole)  
Gasser (Bévilard, PSA)  
Schwarz (Adelboden, UDF)  
Augstburger (Gerzensee, UDC)  
Bauen (Münsingen, Les Verts)  
Cosignataires: 0  
Urgence accordée: Non 24.11.2016  
N° d'ACE: 377/2017 du 26 avril 2017  
Direction: Direction des travaux publics,  
des transports et de l'énergie

**Annuler la baisse du taux de rétribution de l'électricité solaire**

Le Conseil-exécutif est chargé de faire le nécessaire pour que BKW annule sa décision de rétribuer à 4 centimes le kilowattheure l'électricité réinjectée produite à partir d'installations photovoltaïques.

**Développement:**

Ces dernières années, l'installation de panneaux photovoltaïques a été encouragée à l'aide de subventions, avec la promesse de nombreux avantages, dans le but de promouvoir l'abandon des énergies fossiles.

De nombreux propriétaires d'immeubles ont investi dans de telles installations et produisent de l'électricité propre, que soit ils utilisent, soit ils injectent dans le réseau. La rétribution de cette réinjection contribue ainsi à amortir l'installation. Même si, au moment de l'installation, le tarif du courant injecté était encore supérieur à 20 centimes, il a l'année dernière chuté environ de moitié et ne sera que de 4 centimes à partir de 2017 («La rémunération de l'énergie électrique se fonde sur les prix du marché et est valable uniformément pour toutes les installations. BKW fixe la rétribution de reprise de sorte qu'elle corresponde simultanément et au minimum à la valeur du marché de courant gris pertinente pour BKW.», site Internet de BKW). Cette situation est incompréhensible pour deux raisons:

- Une telle baisse des tarifs ne motive aucunement à installer des panneaux photovoltaïques.
- L'électricité photovoltaïque est ici mise au même plan que l'électricité grise.

A partir de l'entrée en vigueur de ces pratiques commerciales, toute personne ayant installé un panneau photovoltaïque se sentira bernée. La transition énergétique signifie-t-elle encore quelque chose? Apparemment pas pour BKW, pour qui les bénéfices semblent passer en premier.

Si l'objectif reste de produire le plus d'énergie possible proprement et localement, les politiques doivent exercer leur influence et la baisse de la rétribution planifiée par BKW doit être annulée.

Le canton de Berne est actionnaire majoritaire de la société BKW et doit par conséquent pouvoir influencer sur la politique commerciale de cette entreprise.

Motivation de l'urgence: le nouveau tarif de rétribution sera valable à partir de 2017. Il doit être rapidement corrigé!

**37 2016.RRGR.976 Motion 210-2016 Rügsegger (Riggisberg, UDC)**  
**Electricité solaire: BKW doit assumer ses responsabilités!**  
**Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 210-2016  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 04.11.2016  
Déposée par: Rügsegger (Riggisberg, UDC)  
(porte-parole)  
Klopfenstein (Corgémont, UDC)  
Boss (Saxeten, Les Verts)  
Aeschlimann (Berthoud, PEV)  
Schlup (Schüpfen, UDC)  
Cosignataires: 3  
Urgence accordée: Non 24.11.2016  
N° d'ACE: du 26 avril 2017  
Direction: Direction des travaux publics,  
des transports et de l'énergie

**Electricité solaire: BKW doit assumer ses responsabilités!**

Le Conseil-exécutif est chargé d'exploiter les possibilités que lui offre le statut d'actionnaire majoritaire du canton dans BKW pour annuler la baisse de la rétribution de l'électricité solaire et en relever le taux à un niveau conforme à l'esprit du temps.

Développement:

Suite à une décision de principe prise par la Commission fédérale de l'électricité ElCom, BKW a baissé le taux de rétribution de l'électricité solaire produite par les petites installations de 11,5 à 4 centimes le kilowattheure. Cette baisse est certes compréhensible du point de vue entrepreneurial; replacée dans le débat actuel concernant l'avenir énergétique de notre pays et de notre canton, elle est toutefois complètement hors sujet.

Actionnaire majoritaire de BKW, le canton de Berne peut et doit infléchir la structure tarifaire pour la conformer aux orientations de la politique énergétique nationale et cantonale. BKW baisse massivement les tarifs de reprise de l'électricité solaire, mais, selon Swisssolar, continue de la facturer 9,37 centimes à ses clients! Manifestement, l'entreprise entend rentabiliser ses propres installations de production sur le dos des petits producteurs. Pire encore, BKW propose des produits aux exploitants d'installations photovoltaïques qui leur permettent de stocker l'électricité localement et non plus dans le réseau. Ou comment les «plumer» un peu plus ...

La volonté de BWK d'améliorer ses résultats est louable. Mais dans ce cas, elle en fait trop. On ne saurait tolérer que l'Etat soit seul à assumer le coût de la transition énergétique, tandis que les entreprises de l'énergie se dérobent à leurs responsabilités. Le canton doit intervenir.

Si le canton devait échouer et ne pas obtenir d'adaptation du taux de rétribution, il faudra une fois de plus se demander à quoi cela lui sert de détenir la majorité du capital de BKW.

Motivation de l'urgence: BKW a déjà communiqué sa décision, qui est mise en application.

**Réponse commune du Conseil-exécutif**

Les deux motions faisant l'objet de la présente réponse commune relèvent du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motions ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Cette adaptation de prix effectuée par BKW fait suite à une décision de la Commission fédérale de l'électricité (ElCom), par laquelle celle-ci a précisé pour la première fois les conditions générales de rétribution de l'énergie électrique de producteurs indépendants. Sur la base de cette décision de principe du 19 avril 2016, entrée en force, la direction de BKW a adapté sa rémunération: à partir du

1<sup>er</sup> janvier 2017, celle-ci est déterminée de sorte à correspondre au minimum à la valeur vénale de l'électricité dite «grise» valable pour BKW.

Le Conseil-exécutif conçoit que les exploitants d'installations de production d'électricité solaire concernés ne se réjouissent pas de la décision de BKW SA et, eu égard à sa politique énergétique, il regrette vivement cette dernière. Comme indiqué dans la réponse à l'interpellation Gasser (207-2016 «Qui veut la peau de l'énergie solaire?»), il s'agit cependant d'une décision opérationnelle au niveau de l'entreprise. BKW est une société anonyme mixte soumise aux dispositions du Code des obligations. Celui-ci stipule notamment que la suppression du but lucratif d'une société requiert l'accord de tous les actionnaires (art. 706 CO). Comme actuellement, en matière d'énergie solaire, l'offre dépasse la demande sur le marché, BKW devrait vendre à perte l'énergie solaire excédentaire en tant qu'énergie grise. Ceci serait contraire au but lucratif de la société. Partant, du point de vue entrepreneurial et juridique, la décision de BKW peut se comprendre.

Comme cette décision relève de la compétence exclusive de la direction de l'entreprise, le Conseil-exécutif, en tant que représentant de l'actionnaire majoritaire, ne dispose pour ainsi dire, malheureusement, d'aucune possibilité de l'annuler. Même si ce sujet devait être discuté au conseil d'administration de BKW, le canton n'aurait qu'une influence très limitée sur la décision. Le canton est en effet représenté par un membre du Conseil-exécutif dans cet organe qui compte huit personnes. Comme l'égalité de traitement s'y applique, les décisions y sont donc prises à la majorité des voix émises (art. 713 CO). Le canton de Berne devrait ainsi, en tant qu'actionnaire majoritaire de BKW, s'efforcer d'obtenir un renouvellement du Conseil d'administration, et pour qu'il puisse y disposer d'une majorité, il faudrait qu'une modification des statuts soit acceptée à la majorité simple de l'assemblée générale. Le canton devrait dans le même temps, lors de la prochaine assemblée générale, s'opposer à la réélection de plusieurs membres du conseil d'administration et les remplacer par des personnes qui le représenteraient. C'est seulement alors qu'il pourrait obtenir du conseil d'administration une nouvelle détermination des tarifs. Une telle décision pourrait cependant être attaquée par voie de droit et entraîner des actions en responsabilité; le conseil d'administration est en effet tenu, selon l'article 717 CO, d'agir conformément aux intérêts de la société.

Le Conseil-exécutif estime qu'une telle démarche serait complètement disproportionnée, risquée, et nullement judicieuse. Il rejette donc les demandes formulées dans les deux motions.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

*Délibération groupée des affaires 2016.RRGR.976 et 2016.RRGR.1008.*

**La présidente.** Wir kommen zu den Traktanden 37 und 38. Wir haben entschieden, diese Vorstösse gemeinsam im Rahmen einer freien Debatte zu beraten. Wir beginnen mit der Richtlinienmotion mit der Traktandennummer 37. Der Motionär hat das Wort.

**Hans Jörg Rügsegger, Riggisberg (UDC).** Die Fakten zur Preissenkung der BKW, die im November 2016 vorgenommen wurde, sind uns bestens bekannt. Dass statt der bisher 11,5 Rappen noch vier Rappen pro KW/h entschädigt werden, entspricht einer Senkung um über 60 Prozent, was für die Betroffenen mehr als ein «Penaltyschuss an den Kopf» ist, um es bildlich zu sagen. Tausende Besitzer von Kleinsolaranlagen wurden völlig vor den Kopf gestossen. Es handelt sich um eine aus unserer Sicht inakzeptable Preissenkung der BKW zulasten der Solarstromproduzenten. Dass sich jetzt die BKW am Schluss der Rangliste der 30 grössten Schweizer Elektrizitätswerke befindet, ist bedauerlich. Es gibt aber auch positive Beispiele: Onyx, eine BKW-Tochter im Oberaargau, bezahlt mehr für den Solarstrom, der ohne KEV produziert und eingespeist wird. Die BKW verlangt jedoch weiterhin 9,4 Rappen, wenn man Solarstrom bezieht. Der Preis bleibt somit für die Konsumenten auf demselben Niveau. Man fragt sich, warum dies so ist. Die BKW betreibt somit nicht nur umweltpolitisch eine unververtretbare Preispolitik, sondern optimiert ihre Erträge auf dem Buckel vieler Solarpioniere und Hauseigentümer. Diese sind sich bewusst, dass die Möglichkeit, den Abnehmer zu wechseln, nicht wirklich besteht. Sie sind somit faktisch der Willkür der BKW ausgeliefert.

Geradezu zynisch mutet das Angebot an, dass man von der BKW Dienstleistungen für die Stromspeicherung beziehen soll. Hier profitiert die BKW gleich doppelt von ihren Kleininvestoren. Die BKW überwälzt so die Kosten der neuen Energiepolitik auf die Allgemeinheit und erhöht dadurch ihren Gewinn. Das ist zwar nicht verboten, das ist richtig, aber es mutet etwas eigenartig an. Da

sehe ich, dass der Kanton Bern als Mehrheitsaktionär gefordert ist, zu intervenieren und die BKW auf einen Kurs zu bringen, der mit den aktuellen umweltpolitischen Bestrebungen übereinstimmt. Nun kann man sich fragen, warum man sich mittels eines Vorstosses in die so genannt operativen Geschäfte einmischen solle. Wenn man die Antworten des Regierungsrats auf die beiden Vorstösse liest, kann man das wirklich so betrachten. Doch ich gebe zu bedenken: Die Lancierung der Rücklieferungsvergütung erfolgte unter grossem medialem Interesse im Jahr 2011. Sie entstand durch einen strategischen Entscheid des VR der BKW. Vom Kanton Bern wurde sie gerühmt und mitgetragen. Man kann sagen, dass dies eine regelrechte Marketingkampagne war. Jetzt soll sich dieser Bereich auf einmal auf der operativen Ebene befinden. Das kann niemand begreifen, vor allem nicht der Bürger und PVA-Betreiber. Es gibt zudem seit August 2013 ein Pilotprojekt für ein innovatives Partnerschaftsprojekt zwischen BKW und Kanton Bern. Unsere Regierungsrätin hat dazu gesagt, dass der Kanton eine Vorreiterrolle spielen solle. Es spricht sehr für die BKW, dass sie diesen Bereich innovativ und sachkompetent bearbeiten und gemeinsam mit dem Kanton Lösungen finden will. Es heisst, sie habe dazu ein interessantes und vielversprechendes Modell entwickelt. Dass die BKW für die Energiewende sei, wurde dort ebenfalls erwähnt, um in solche Modelle Mittel zu investieren. Der Kanton garantiert im Rahmen dieses Projekts die Abnahme dieses teuren Stroms. Dies löst jedoch noch viele ungelöste Fragen aus. Entsprechend hat man Anfang Woche eine Anfrage deponiert. Ich frage mich nun, ob sich der Kanton Bern in dieser Angelegenheit trotz seines beschränkten Einflusses auf Entscheide des VR der BKW für die Anlagenbesitzer stark macht. Ja oder nein? Danke, wenn Sie diesem Vorstoss zustimmen.

**La présidente.** Ich habe gedacht, wir könnten heute die Geschäfte der Direktion von Regierungsrätin Barbara Egger-Jenzer abschliessen, aber die Länge der Rednerliste bereitet mir ein wenig Kummer. Überlegen Sie sich gut, ob wirklich alle Sätze, die Sie vorbereitet haben, neue Informationen beinhalten. Nun hat Martin Boss als Mitmotionär das Wort.

**Martin Boss, Saxeten (Les Verts).** Die BKW begleite mich in die Energiezukunft, so der Werbeträger Daniel Albrecht, Ex-Skistar, Unternehmer und Hausbauer auf der Website der BKW. Daniel Albrecht setze auf eine intelligente Energielösung, heisst es dort. Die Unabhängigkeit gibt ihm anscheinend ein gutes Gefühl. Kein «gutes Gefühl» hingegen empfinden jene «Partner» der BKW, die sich in einer Abhängigkeit von der BKW befinden und sich vor den Kopf gestossen fühlten, als die BKW aufgrund des ElCom-Entscheids den Vergütungssatz von 11,5 Rappen auf vier Rappen gesenkt hat. Wie können so die investierten Kosten amortisiert werden? Ein Ding der Unmöglichkeit, trotz tiefer Zinsen. Die meisten Solarstromproduzenten sind abhängig von den Vergütungen durch ihren regionalen oder lokalen Stromversorger. Andere ähnlich am Markt gelagerte Unternehmen können durchaus für den gelieferten Solarstrom mehr bezahlen. Ab 1. 1. 2017 beträgt der Durchschnittswert der Vergütungen für Anlagen, die kleiner sind als 30 kVA, ungefähr neun Rappen. Die BKW kann mit dieser Preis- und Geschäftspolitik zwei Fliegen auf einen Streich treffen, um ihre Gewinne zu maximieren: Mit der minimalsten Vergütung von vier Rappen an die Solarstromproduzenten und mit der Absetzung des Stroms an die Haushalte zu einem Durchschnittspreis von neun bis elf Rappen. Das Problem liegt vielleicht auch bei der Qualität der Bewertung des alternativ erzeugten Stroms. Der Solarstrom wird aus Sicht der ElCom als Graustrom bezeichnet. Ein ungleich produzierter Strom wird damit einem ökologisch produzierten Strom gleichgesetzt. Ausser der BKW gibt es eigentlich nur Verlierer, was im Kanton nicht verstanden wird. Zu den Verlierern gehören die Solarstromproduzenten mit den tiefen Abnahmevergütungen, die Konsumenten mit festgelegten, möglicherweise unfairen Tarifen, und der Kanton, der nicht bereit ist, diesen Missstand zu beheben, weil dieser laut Begründung zum operativen Bereich gehöre. Glauben Sie mir: Es gibt Einflussmöglichkeiten für den Kanton. Der Kanton ist Hauptaktionär, und die Regierungsrätin ist Mitglied des Verwaltungsrats. Die BKW soll sich nicht nur mit Zukäufen energienaher Betriebe ein grünes Image geben. Vielmehr soll sie diese Motion umsetzen, sodass Photovoltaik-Produzenten, aber auch Konsumenten, faire Bedingungen vorfinden.

**La présidente.** Etienne Klopfenstein spricht ebenfalls als Mitmotionär.

**Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC).** «Energie solaire: BKW doit assumer ses responsabilités.» C'est le titre de cette motion. Le 21 mai dernier, le peuple suisse a choisi d'adopter la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral. Pour mettre en œuvre une stratégie aussi ambitieuse, nous avons besoin de toutes les sources d'énergie durable possibles pour y parvenir. Actuellement, le

marché de l'électricité n'est pas très porteur. Mais dès que l'on aura complètement abandonné l'énergie nucléaire, la situation pourrait rapidement changer. C'est maintenant déjà qu'il faut se préparer. Avec la politique qu'adopte maintenant BKW, plus personne ne va investir dans le solaire: en plus de prendre un risque pour faire un investissement, il faudra encore payer pour produire de l'électricité. BKW a fixé le prix d'achat de l'énergie solaire à quatre centimes. C'est vrai que c'est le prix du jour, mais il est vendu comme un courant avec une valeur ajoutée supplémentaire, ce qui devrait être reporté au producteur de courant solaire. Le courant nucléaire est vendu actuellement aux consommateurs d'énergie à sept centimes. Un courant «vert», issu d'une installation solaire, est vendu à 10,8 centimes, ce sont donc presque quatre centimes supplémentaires. Je pense que ce montant supplémentaire pourrait aller aussi à ceux qui ont une installation photovoltaïque. Personnellement, je suis propriétaire d'une de ces installations, mais je ne parle pas pour moi, car j'ai l'avantage d'être au bénéfice de la RPC. Le Conseil-exécutif dans sa réponse rappelle qu'il n'a qu'une voix sur huit au sein du conseil d'administration BKW. Il est important que ce membre s'engage à prendre position pour les propriétaires d'installations solaires. C'est aussi une branche de notre économie qui doit être défendue. La marge de manœuvre est certainement limitée, mais cela vaut la peine de prendre clairement position, et de mettre un peu de pression. Pour ces raisons, je vous demande de soutenir cette motion.

**La présidente.** Hat es noch Mitmotionäre der ersten Motion, die sich äussern wollen? – Das ist nicht der Fall. Somit kommen wir zum Traktandum 38. Der Motionär hat das Wort.

**Christian Bachmann, Nidau (PS).** Ich habe selber eine Photovoltaik-Anlage, aber ich bin nicht mit der BKW verhandelt, sondern kann meinen Strom an eine andere Kraftwerksgesellschaft liefern. Ich versuche nun, mein Votum etwas abzukürzen. Vieles wurde bereits gesagt, und die beiden Motionen gehen nun wirklich in dieselbe Richtung. Viele Besitzer von Photovoltaik-Anlagen sind von der Geschäftspolitik der BKW enttäuscht. Innerst kürzester Zeit haben rund 800 Personen beim Hausverein Bern-Mittelland eine Petition mit der Forderung nach einem fairen Preis für sauberen Strom unterzeichnet. Ich kann der BKW-Chefin, Suzanne Thoma, versichern, dass dies nicht einfach Spekulanten waren, die sich mit Solarstrom einen grossen Gewinn sichern wollten, wie sie in einem Interview angetönt hat.

Der Entscheid zu dieser drastischen Senkung der Entschädigung für Sonnenstrom, das heisst von einheimischem, sauberem Strom, kann man aus verschiedenen Blickwinkeln anschauen. Die BKW argumentiert betriebswirtschaftlich: Das Unternehmen sei verpflichtet, dem Gebot des Gewinnstrebens nachzukommen. Davon würde ja auch der Kanton profitieren. Laut Suzanne Thoma handelt es sich dabei um Einsparungen im Umfang eines tiefen einstelligen Millionenbetrags. Da bleibt die Frage, wie viele andere Handlungen der BKW direkt dem Gewinnstreben dienen. Ich denke hier an Sponsoren-Aktivitäten, aber auch an all die Zukäufe von Unternehmen, welche die BKW in hoher Frequenz realisiert. Mit ihrem Entscheid zur Senkung der Stromentschädigung hat die BKW viele Leute, die jetzt noch eine Anlage bauen wollen, verunsichert. Viele investieren jetzt nicht mehr in diesen Bereich. Dies dürfte auch den Gewinn dieses Geschäftszweigs der BKW senken.

Der Antwort des Regierungsrats kann man entnehmen, dass es sich bei diesem Entscheid der BKW um einen operativen Entscheid in der Kompetenz der Geschäftsleitung handle. Der Verwaltungsrat, in dem der Kanton Bern vertreten ist, gebe jedoch nur die Strategie vor. Formaljuristisch gesehen ist hier sicher alles korrekt abgelaufen. Es bleibt jedoch die Frage, ob ein Konzern, der eine dem Mehrheitsaktionär entgegengesetzte Politik macht, sinnvoll handelt. Immerhin wird mit diesem Verhalten der Energiestrategie des Kantons Bern entgegengehandelt. Der Entscheid der BKW zur Tarifsenkung ist auch vom ökologischen Standpunkt her gesehen ein Affront, weil der Sonnenstrom mit Graustrom irgendwelcher Herkunft gleichgesetzt wird. Auch aus volkswirtschaftlicher Sicht ist dieser Entscheid fragwürdig. Die Entschädigung für den Photovoltaik-Strom fliesst nicht ins Ausland, und die Erstellung solcher Anlagen schafft wie gesagt für die BKW, aber auch für andere KMU Arbeit und Verdienst. Wenn Vertreter der BKW heute sagen, dass sie gar kein Interesse an diesem Solarstrom hätten, dann kann man ihnen raten, doch einfach bessere und billigere Speichermöglichkeiten auf den Markt zu bringen. Das brächte allen einen Vorteil. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, liebe Grossrätinnen und Grossräte, diesen beiden Motionen, die in dieselbe Richtung gehen, zuzustimmen. Dies wäre ein Entscheid in eine gute Richtung, der auch dem Ergebnis der kürzlich durchgeführten eidgenössischen Volksabstimmung entspräche. Zum Argument, dass es schwierig sei, eine solche Motion umzusetzen, kann ich sagen: Wenn ein Auftrag vorliegt, dann wird es auch eine Möglichkeit geben, diesen zu realisieren.

**La présidente.** Ich sehe keine weiteren Mitmotionäre auf der Rednerliste. Somit können sich die Fraktionen äussern.

**Daniel Trüssel, Trimstein (pvl).** Ich habe mich sehr auf diese Diskussion gefreut. Sie veranschaulicht, wie widersinnig und kurzfristig der damalige Entscheid war, Teile der BKW abzustossen. Rechtlich gesehen hat der Kanton keine Möglichkeit, Einfluss zu nehmen. Wir müssen der Konzernleitung der BKW ein grosses Kränzchen winden: Sie leistet hervorragende Arbeit, denn sie optimiert ihren Gewinn, indem sie die Besitzer von Solaranlagen bestraft. Auch dadurch, dass sie das Gewerbe konkurrenziert, schreibt sie hervorragende Geschäftszahlen. Das ist ihre Pflicht. Sie muss so handeln. Alles andere würde gegen Treu und Glauben sprechen und bedeuten, dass die Geschäftsleitung keine gute Arbeit leistet. Sie bewegt sich innerhalb ihrer Leitplanken. Nun ist es an uns, diese Leitplanken richtig zu setzen. Die BKW wird sich dann auch innerhalb der neuen Spielregeln bewegen. Eigentlich besteht die Aufgabe der BKW darin, eine stabile und zuverlässige Energieversorgung des Kantons Bern und dessen Bevölkerung sicherzustellen. Eigentlich sollte sie nicht das Gewerbe konkurrenzieren und auch nicht die Besitzer von Photovoltaik-Anlagen bestrafen. Wir hätten die Möglichkeit, mit meiner Motion, über die wir wahrscheinlich im November diskutieren werden, diesen gordischen Knoten ein für allemal zu lösen. Ich bin gespannt, wie kreativ und mutig wir dann sein werden.

Ich bitte Sie, diese Motion mit deutlicher Mehrheit zu überweisen, obwohl es schlicht nicht möglich sein wird, diese Motionen umzusetzen. Damit setzen Sie ein starkes Signal dafür, dass es jetzt einfach reicht. Der Bogen ist überspannt. Wir können es alle, von links bis rechts, nicht mehr akzeptieren, dass das einzige Gefäss, das wir im Kanton Bern haben, um eine vernünftige Energiepolitik zu betreiben, durch einen Pseudo-Liberalisierungswillen zu einer Milchkuh verkommen ist. Es wäre sehr schön, wenn wir diese Vorstösse wirklich deutlich überweisen und aus Distanz beobachten könnten, was dann geschieht. Die gip wird beide Motionen einstimmig annehmen.

**Walter Sutter, Langnau i.E. (UDC).** Ich denke, ich kann mich sehr kurz fassen, denn es wurde von den Motionären und Mitmotionären sowie von Daniel Trüssel alles gesagt, was gesagt werden muss. Die SVP war sich nicht ganz einig in dieser Frage, aber eine Mehrheit wird diesen Motionen zustimmen. Es gibt auch ablehnende Stimmen, die den Markt spielen lassen wollen und die der Auffassung sind, dass dies aus Sicht des Aktienrechts so richtig sei.

**Kornelia Hässig Vinzenz, Zollikofen (PS).** Eigentlich haben wir, wenn wir ehrlich sind, keine andere Antwort der Regierung erwartet. Die Regierung rechnet wahrscheinlich damit, dass wir den Vorstoss trotzdem überweisen. Somit tut eigentlich jeder das, was der andere von ihm erwartet. Aber was haben wir erreicht? Eine Richtlinienmotion lässt einen riesigen Spielraum offen. So kann die Regierung je nachdem etwas unternehmen oder auch untätig bleiben. Was wir heute jedoch tun, ist, ein Zeichen zu setzen. Ob wir damit etwas erreichen, ist offen. Aber es ist ein wichtiges Zeichen, nicht nur an die Regierung, sondern auch an die BKW. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte, dass der Kanton Mehrheitsaktionär bleibt, und wir bleiben dabei. Wir möchten gerade deshalb Mehrheitsaktionär bleiben, weil wir davon überzeugt sind, dass wir im Energiebereich Einfluss nehmen müssen. Die vorliegende Antwort liefert leider denjenigen, die die BKW-Anteile verkaufen wollen, wieder gute Argumente. Das ist schade, und das möchten wir verhindern.

Die BKW hat nicht nur ökonomische Aspekte zu berücksichtigen, sondern auch soziale und ökologische. Das steht meines Wissens auch in der Eigentümerstrategie. In der kleinen Schweiz haben wir verschiedenste Tarife. Die Spannweite beträgt zwischen vier und 22 Rappen. Handeln die anderen Unternehmen grobfahrlässig und unökonomisch? Im Interview mit der «Berner Zeitung» macht Suzanne Thoma einen Vorteil aus, wenn ein Werk einem Kanton oder einer Gemeinde gehört, weil dann die Gewinnausschüttung tiefer gehalten werden könne. Was müssen wir daraus schliessen? Müssen wir wohl den Strombereich der BKW wieder verstaatlichen, damit wir Einfluss nehmen können? Die Stromnetze sind eigentlich sehr wichtige Infrastrukturen, sie sind sogar fast wichtiger als die Strassen. Sie werden auch immer wichtiger. Wir, das Berner Volk als Hauptaktionär der BKW, erwarten mehr als nur eine Kostenoptimierung. Auch die Fairness muss Teil einer Unternehmensstrategie sein. Fairness gegenüber den Produzenten von Solarstrom. Viele kleinere und mittelgrosse Unternehmen haben entschieden, die Energiestrategie zu stützen und Solarstrom zu produzieren. Sie haben auch finanzielle Risiken auf sich genommen und haben investiert. Nun sind sie auf verlässliche Elektrizitätsversorgungsunternehmen angewiesen, die nicht nur maximale Kostenoptimierung für sich betreiben, sondern auch an die anderen denken. Als Mehrheitsaktionäre sagen wir

nein zu einer sinnlosen Abwärtsspirale. Wir unterstützen beide Vorstösse einstimmig, um ein Zeichen zu setzen.

**Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD).** Im Zeichen der Energiestrategie 2050 scheinen die Forderungen der beiden Motionen für eine Erhöhung des Abnahmepreises für Solarstrom auf den ersten Blick nachvollziehbar. Beim zweiten Durchlesen der Motion sieht die Sachlage jedoch etwas anders aus. Es geht dabei im Wesentlichen um zwei Fragestellungen: Wie kann die Politik auf die operative Unternehmensstrategie der BKW Einfluss nehmen? Was geschieht sinnvollerweise mit dem produzierten Solarstrom? Auf die erste Frage hat die Regierung bereits ausführlich und deutlich geantwortet. Die BKW ist ein privatwirtschaftliches Unternehmen. Das heisst, dass alle Aktionäre, also auch die Minderheits-Aktionäre, einen Rechtsanspruch darauf haben, dass die strategischen und operativen Gremien ihre Arbeit am wirtschaftlichen Erfolg der Unternehmung ausrichten. Der Kanton Bern und seine Verwaltungsratsmitglieder sind deshalb nicht berechtigt, die BKW zu einem Kurs zu verpflichten, der die Minderheitsaktionäre schädigt, bzw. der den externen Stromproduzenten, wie etwa privaten PVA-Besitzern, zu unberechtigten Gewinnen verhilft. Zusammengefasst heisst dies: Weder der Regierungsrat noch der Verwaltungsrat dürfen im Sinne des Vorstosses entscheiden, wenn sie nicht für Schadenersatz-Forderungen verantwortlich gemacht werden möchten.

Bei der zweiten Frage geht es vorwiegend darum, wie der Photovoltaik-Strom vergütet werden soll, und ob es noch attraktiv sei, solche Anlagen zu betreiben. Der Regierungsrat nimmt dazu in seiner Antwort nicht konkret Stellung. Es gibt neben den strategischen auch noch andere Argumente, die den Entscheid der BKW stützen. Seinerzeit hat die BKW freiwillig einen hohen Preis für den Photovoltaik-Strom bezahlt. Dies, um die Wartezeit bis zur Ausrichtung der KEV zu überbrücken, und gleichzeitig genügend Photovoltaik-Strom zu beschaffen, um der entsprechenden Nachfrage gerecht zu werden. Die Nachfrage nach diesem Strom hat sich leider nicht so entwickelt, wie man hätte annehmen können. Aktuell sieht es so aus, dass die BKW denjenigen Solarstrom, der auch als Solarstrom verkauft werden kann, besser bezahlt. Konkret heisst das, dass sie für diesen Strom vier Rappen für die Produktion und 4,5 Rappen für die Herkunft bezahlt. Gesamthaft sind das somit 8,5 Rappen. Das entspricht zwar nicht ganz der bisherigen Entschädigung, aber es trägt der marktorientierten Ausrichtung Rechnung und kommt dem in der Motion Rüeegsegger genannten Preis von 9,35 Franken nahe. Übersteigt hingegen die Menge an eingespeistem Photovoltaik-Strom die Nachfrage, was im Moment der Fall ist, wird dieser Strom als Stromüberschuss an der Leipziger Strombörse verkauft. Es ist verständlich, dass die BKW nicht 11,5 Rappen bezahlen kann, wenn sie nur vier Rappen einnimmt. Das entspricht dem Gebot des Gewinnstrebens und auch dem Entscheid der ElCom.

Damit komme ich zur Schlussbemerkung: Die Forderung, den Strompreis auf das alte Niveau anzuheben, ist in Bezug auf die Energiezukunft und auf die Produktion von sauberem Strom nicht zielführend. Wer wirklich etwas für die Energiewende tun will, bezieht den Strom je nach Herkunft zu einem fairen Preis oder produziert seinen Eigenbedarf selber. Es ist hingegen kein Beitrag zur Energiewende, nicht benötigten Strom zu produzieren und diesen dann überteuert und mit Verlusten an einen Zwangskäufer abzugeben. Aus diesem Grund müsste ans Gewissen jedes Stromverbrauchers appelliert werden. Er soll dazu bereit sein, Schweizer Strom aus sauberer Herkunft zu beziehen und diesen auch entsprechend zu bezahlen. Nach unserem Verständnis würde ein solches Konsumverhalten die Energiewende unterstützen, und nicht eine staatliche Preisvorgabe für eine marktfremde Stromproduktion. In diesem Sinne wird unsere Fraktion die beiden Vorstösse mehrheitlich ablehnen.

**Daniel Klauser, Berne (Les Verts).** Ich bin doch etwas erstaunt, wenn ich höre, wie mein Vorredner die Argumentation der BKW so unkritisch übernimmt. Diese Argumentation ist teilweise einfach sachlich falsch. Die Grünen sind sich durchaus bewusst, dass es sich hier um eine Richtlinienmotion handelt. Wir werden den beiden Motionen zustimmen, um ein klares Signal an den Verwaltungsrat und an die Geschäftsleitung der BKW zu senden. Wir drücken damit aus, dass das Vorgehen, das diese hier an den Tag legen, nicht goutiert wird, und dass sich die Solarstromproduzenten verschaukelt fühlen. Ich bin mit der Aussage von Grossrat Trüssel, dass die Geschäftsleitung der BKW sehr gute Arbeit geleistet habe, nicht ganz einverstanden. Das Hin und Her, das sie in diesem Fall produziert hat, ist meines Erachtens kein Ausdruck einer konzisen und konsistenten Unternehmenspolitik. Was uns Grüne besonders stört, ist die aus unserer Sicht unredliche Kommunikation von Seiten der BKW, die leider teilweise auch in der Antwort des Regierungsrats auftaucht. Mehrere Grossrätinnen und Grossräte haben eine Mail mit Argumenten erhalten. Darin wird immer wieder

auf den Entscheid der ElCom vom April 2016 verwiesen. Wenn man diesen Entscheid genau liest, sieht man, dass sich dieser insbesondere auf das Wort «marktkonform» bezieht, welches im alten Energiegesetz noch enthalten war. Im neuen Energiegesetz hingegen, welches wir am 21. Mai 2017 angenommen haben, steht es nicht mehr drin. Das heisst konkret, dass die Gesetzes- und Verordnungsgrundlage, auf welche sich der Entscheid der ElCom vom April 2016 abstützt, sehr bald nicht mehr in Kraft sein wird. Dies bedeutet, dass das Hauptargument, welches auch in der Antwort des Regierungsrats vorgebracht wird, schon bald nicht mehr gültig sein wird. Wir haben nämlich am 21. Mai das neue Energiegesetz angenommen. Der Entwurf der Verordnung zu diesem Gesetz hat bereits das Vernehmlassungsverfahren hinter sich.

Schauen wir uns diese Verordnung an: Darin steht, dass zukünftig der Solarstrom in der Grundversorgung so vergütet werden muss, wie es den Gestehungskosten entspricht. Ich zitiere aus dem entsprechenden Bericht zum Entwurf der Verordnung: «Dadurch kann beispielsweise die Vergütung für eine PV-Anlage auf einem Einfamilienhaus anhand des Energietarifs, den der Endverbraucher in ebendiesem Einfamilienhaus bezahlt, grundsätzlich auf ihre Richtigkeit überprüft werden.» Was heisst das konkret? Wenn Sie in einem Einfamilienhaus, sagen wir, 10,5 Rappen für den Strom bezahlen, dann muss gemäss dieser neuen Verordnung der Netzbetreiber diesen Betrag für den Solarstrom vergüten, abzüglich einer Vertriebsmarge. In diesem Beispiel kämen wir auf neun bis zehn Rappen. Ich habe mich bei der BKW erkundigt, ob man damit rechnen kann, dass die Tarife per 1. 1. 2018 entsprechend der neuen gesetzlichen Grundlage wieder angehoben würden. Zu meinem grossen Erstaunen habe ich erfahren, dass die BKW keine solche Absicht hegt. Ich hoffe, dass die Frau Regierungsrätin jetzt gut zuhört, denn sie kann diesen Punkt im Verwaltungsrat einbringen. Offenbar hat die BKW nicht die Absicht, die neue Verordnung umzusetzen, wenn sie so wie in der Vernehmlassung vorliegend beschlossen wird. Jetzt stellt sie es so dar, als ob sie aufgrund der gesetzlichen Grundlagen und des ElCom-Entscheids nicht anders könne. Aber, meine Damen und Herren, ich habe nach den Gründen gefragt. Daraufhin hat man mir die Vernehmlassungsantwort zugestellt, welche die BKW zu dieser Energieverordnung eingereicht hat. Ich kam aus dem Staunen nicht mehr heraus: Die BKW schiesst aus allen Rohren gegen die neue Verordnung und versucht, die Umsetzung des vorliegenden Entwurfs zu verhindern. Ich komme nicht darum herum, zu sagen, dass sie damit versucht, Obstruktion gegen das neue Energiegesetz zu betreiben, welches wir am 21. Mai angenommen haben. Mich interessiert sehr, was die Frau Regierungsrätin und Vertreterin der Regierung im Verwaltungsrat der BKW dazu zu sagen hat. Wurde der Verwaltungsrat über das Vorgehen der BKW informiert? Goutiert der Regierungsrat dieses Vorgehen? Insbesondere auch wegen dieser aktuellen Entwicklung ist es aus Sicht der grünen Fraktion absolut wichtig, dass der Grosse Rat heute ein klares Signal an die BKW aussendet und klarstellt, dass dieses Vorgehen nicht goutiert wird. Der Kanton Bern ist Mehrheitseigentümer der BKW. Es ist aus Sicht des Kantons Bern und aus energiepolitischer Sicht nicht akzeptabel, wie die BKW hier vorgeht. In diesem Sinne bitte ich Sie, diese beiden Motionen anzunehmen.

**La présidente.** Mit diesem flammenden Votum schliessen wir den heutigen Sitzungsnachmittag. Ich habe noch ein paar Informationen für Sie zum weiteren Vorgehen. Wir werden am Montagnachmittag mit diesem Geschäft weiterfahren. Eigentlich wäre dann die FIN fix terminiert, aber ich konnte dies mit Regierungsrätin Simon regeln. Sie ist damit einverstanden, dass wir diese beiden Motionen sowie die Motion, die zurückgezogen wurde, zuerst abschliessen und danach zu den Geschäften der FIN übergehen. Ich hoffe, dieses Vorgehen sei für Sie ebenfalls in Ordnung. Damit hätten wir dann das Thema «Strom» abgeschlossen. Dann möchte ich Sie darauf hinweisen, dass wir etwa drei Stunden im Rückstand sind. Wenn Sie Ihre Redezeiten jeweils voll ausnützen, bleibt dieser Rückstand bestehen, doch wenn Sie sich kürzer fassen, holen wir vielleicht ein wenig auf. Ich bitte Sie, sich den Mittwoch auf jeden Fall noch zu reservieren. Weiter wird es eine ganze Reihe von Verabschiedungen geben. Diese sind für den Dienstag um 16 Uhr fix traktandiert. Es wäre elegant, wenn wir bis dann mit den Geschäften fertig wären und uns beim Apéro Zeit lassen könnten. Aber die Wahrscheinlichkeit, dass wir uns danach nochmal sehen werden, ist recht gross. Wir haben für den Dienstag kein richtiges Abendessen vorgesehen, sondern lediglich eine kleine Zwischenverpflegung. Weiter wäre ich froh, wenn Sie nun alles mitnehmen könnten. Hier drin wird noch ein Anlass der UNESCO stattfinden, und das ganze Rathaus wird offenstehen. Nochmals zum Timing: Um 14.45 Uhr findet der Ehren-Salutschuss statt, und um 15.22 fährt der Zug, voraussichtlich auf Gleis 2. Um 16.20 werden wir in Spiez eintreffen und um 17 Uhr erreichen wir das Schloss. Ich freue mich auf diesen Abend mit Ihnen. All jenen, die ich nicht mehr sehen werde, wünsche ich schon jetzt ein schönes Wochenende.



*Les délibérations sont interrompues à ce stade.*

*La séance est levée à 14 heures 28.*

*La rédactrice:*

Sara Ferraro (d et f)